

LE JOUR, 1947  
10 Septembre 1947

## RECOMMANDATIONS POUR LA RENTREE

C'est une chance pour le Gouvernement que nos finances soient si saines. (Les contributions indirectes ont rendu d'une façon inespérée). C'est une chance disons-nous que l'Etat soit au large comme il l'est et que sa trésorerie soit surabondante. Si nous n'avions pas ces ressources (qui doivent peu à l'intelligence), la situation paraîtrait plus difficile et ceux qui nous gouvernent ne pourraient pas feindre de se croire sur un lit de roses.

Il n'a pas cessé d'être exact que plus d'un service de l'Etat fonctionne mal et que, chaque jour, plus d'un abus se commet. Il y a des choses essentielles qui ne vont pas. A quoi bon dissimuler, que l'administration dans son ensemble n'est pas contrôlée et que, dans son ensemble, elle est mal en point ? De notoriété publique c'est le cas.

Certains aspects sont peut-être moins irritants, moins obscurs que d'autres, mais en général, il n'y a pas de quoi être fier. Nous en parlerions sans mauvaise humeur pour notre part si nous étions seulement témoins de l'apparence d'un effort. Mais il devient clair que nos hommes politiques ont de l'administration une conception désastreuse.

L'administration est au Liban ce qu'il y a de plus asservi à la politique.

Pour réhabiliter l'administration ne faut-il pas commencer par tenter de l'affranchir, au moins partiellement, de cette servitude ? Mais personne ne s'en inquiète ; c'est tellement secondaire l'administration !...

Vie administrative courante, justice, police, et le reste, par l'effet de l'indifférence officielle (et d'une certaine anarchie de l'esprit), tout cela fléchit, tout cela est atteint et menacé. Bien ou mal, chacun, ici, fait de la politique, mais l'administration personne ne se soucie d'en faire. Tout va au petit bonheur, en boitant. L'indiscipline, les passe-droits, les immunités scandaleuses, les avantages particuliers, tout cela se voit couramment, cependant que l'intérêt général est perdu de vue.

Vraiment, vraiment personne ne peut accepter qu'un tel état de choses dure et persiste.

Si, malgré toutes les astuces de la politique, l'art d'administrer est ignoré de ceux qui gouvernent, il faut qu'ils l'apprennent et c'est tout. On ne demande la lune à personne ; mais seulement de commencer à se dépêtrer un peu et, avant de songer aux divertissements et aux pompes populaires qui ne sont que diversions et manœuvres, de se décider, enfin, à mettre de l'ordre dans la maison.